

## Actualités

## Le saviez-vous ?



Ce jeudi 25 janvier 2024, c'est la toute première journée nationale de lutte contre le sexisme, mise en place par le gouvernement. À cette occasion et pour son 10<sup>e</sup> anniversaire, le Haut Conseil à l'Égalité (HCE) publie son 5<sup>e</sup> rapport annuel sur l'état du sexisme en France :

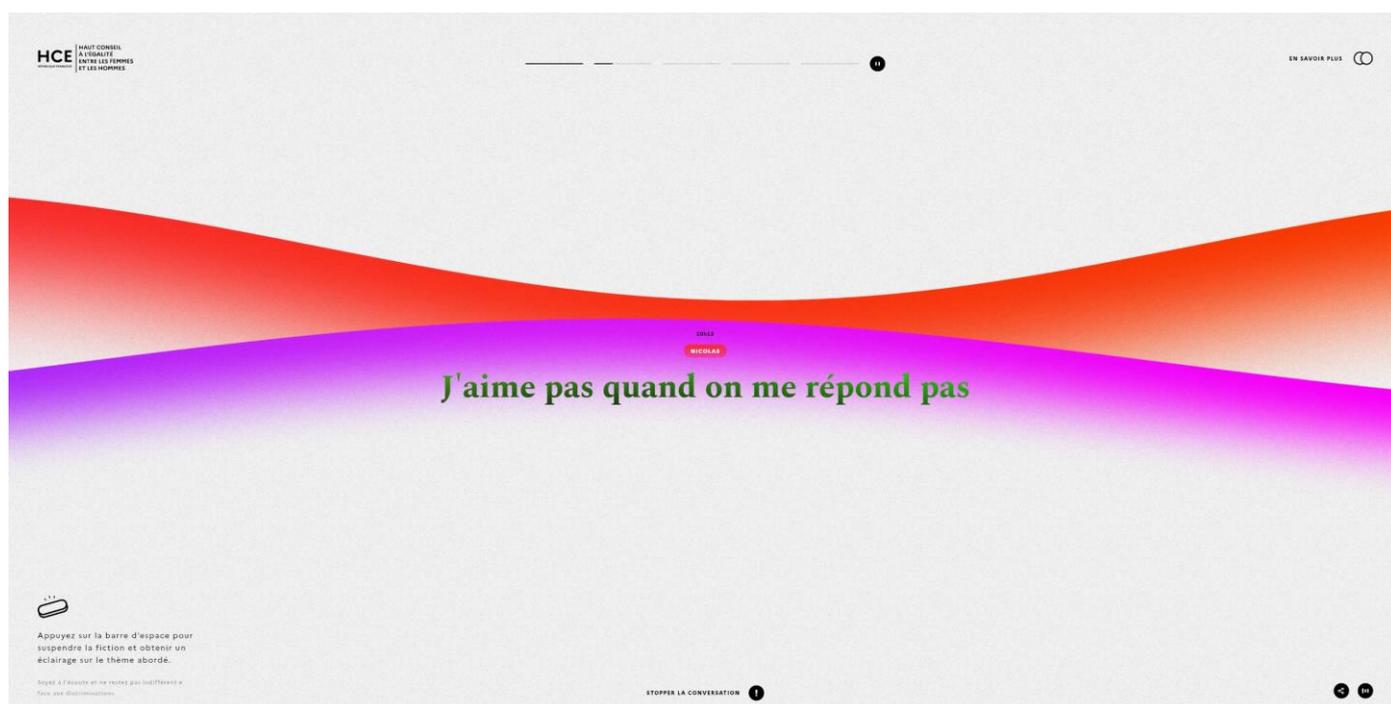
<https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/stereotypes-et-roles-sociaux/travaux-du-hce/article/rapport-2023-sur-l-etat-du-sexisme-en-france-le-sexisme-perdure-et-ses>

Par ailleurs, le HCE lance une grande campagne de sensibilisation :

**“Le sexisme on ne sait pas toujours quand ça commence mais on sait comment ça se termine”, tel est le slogan de la campagne menée par le HCE**, diffusée sur les ondes et les écrans du 23 au 27 janvier 2024.

Plusieurs dizaines de passages télévisés et spots radio antisexistes pensés par l'agence de communication **“Extra l'agence”** seront diffusés à titre gracieux par France Télévisions, TF1 et Radio France.

Rendez-vous également sur [www.onsaitcommentcasetermine.fr](http://www.onsaitcommentcasetermine.fr), un site expérientiel qui propose notamment une fiction sonore en cinq séquences pour illustrer le continuum des violences, du sexisme ordinaire au féminicide.



Capture d'écran du site [www.onsaitcommentcasetermine.fr](http://www.onsaitcommentcasetermine.fr).

Retrouvez toute l'actualité des sapeurs-pompiers de la Vienne sur [www.sdis86.net](http://www.sdis86.net) ou sur nos réseaux sociaux :



# 10 recommandations pour un plan d'urgence de lutte contre le sexisme

- N°1 : Augmenter les moyens financiers et humains** de la justice pour former plus et en plus grand nombre les magistrat·es au sein des juridictions chargées de traiter les violences intrafamiliales, à l'instar de l'investissement espagnol ;
- N°2 : Instaurer une obligation de résultats pour l'application de la loi sur l'éducation à la sexualité et à la vie affective** dans un délai de trois ans, et prévoir une sanction financière en cas de non-respect de cette obligation dans ce délai ;
- N°3 : Réguler les contenus numériques** pour lutter contre les stéréotypes, représentations dégradantes, et traitements inégaux ou violents des femmes, en particulier les contenus pornographiques en ligne ;
- N°4 : Rendre obligatoires les formations contre le sexisme** par les employeurs ;
- N°5 : Généraliser l'égaconditionnalité** (qui conditionne l'argent public à une contrepartie en terme d'égalité) et la **budgetisation sensible au genre** ;
- N°6 : Créer une Haute Autorité indépendante pour lutter contre les violences sexistes en politique** ;
- N°7 : Conditionner les aides publiques** à la presse écrite à des engagements en matière d'égalité ;
- N°8 : Rendre obligatoire un système d'évaluation** et une publication annuelle sur la part de représentation des femmes dans les manuels scolaires, informant voire conditionnant leur mise sur le marché, sur le modèle belge ;
- N°9 : Interdire la publicité pour les jouets genrés** sur le modèle espagnol ;
- N°10 : Institutionnaliser la journée nationale de lutte contre le sexisme** le 25 janvier.